

rait faire la même chose. Si nous voulions vraiment être maîtres chez nous, et assurer ces développements pour les Canadiens, cette entreprise devrait être financée par des institutions canadiennes.

C'est là le grand problème, et aux institutions auxquelles nous transférerons nos actifs, nous serons appelés, monsieur le président, à payer un tribut éternel, à payer ces développements peut-être sept, huit ou dix fois, et presque jamais n'aurons-nous l'espoir d'en devenir les propriétaires.

C'est là que nous devrions intervenir, et c'est ce à quoi nous devrions nous attaquer. S'il est physiquement possible d'assurer les grands développements qui s'imposent au Canada, il devrait être également aussi facile de prendre les moyens nécessaires pour les financer, et ce au profit des Canadiens.

C'est là que nous devrions intervenir, que nous devrions nous battre, et réaliser tous nos grands projets grâce à une finance saine, une finance appropriée, avec les moyens financiers dont nous avons besoin, et à des taux d'intérêt très bas. Le très honorable premier ministre a dit dans son discours l'autre jour sur ce sujet qu'il avait demandé aux producteurs d'acier de fournir leur acier au prix coûtant pour construire les oléoducs. Mais il ne demandera pas cependant à la haute finance de fournir l'argent au prix coûtant. C'est là que nous devrions intervenir. Si nous ne disposons pas des moyens financiers nécessaires, puisqu'il s'agit d'une affaire urgente, une affaire publique, et importante pour les Canadiens, nous devrions avoir le courage de demander aux grands financiers de fournir des fonds au coût d'administration. Ainsi, nous pourrions bâtir, et espérer de devenir un jour propriétaires de ce que nous bâtissons. Dans le présent système, au fur et à mesure que nous construisons, nous augmentons les dettes; nous hypothéquons nos nouveaux développements, en plus de toutes les autres obligations contractées dans le passé.

Il est illogique de tolérer une pareille situation.

[Traduction]

**M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire quelques mots à l'occasion de la troisième lecture du bill C-236, qui confère au gouvernement le pouvoir de répartir le pétrole et les produits pétroliers en cas de pénurie n'importe où au Canada. Quand on demande pourquoi le bill est nécessaire, on découvre, comme l'a dit le député de Saskatoon-Biggar (M. Gleave), que c'est parce qu'il y a eu manque de planification et de politique générale nationale en matière de pétrole.

Les conseillers du gouvernement, tant du ministère compétent que de l'industrie pétrolière, prédisent qu'il y aura dans l'Est du Canada pénurie d'approvisionnement en combustibles d'environ 10 à 20 p. 100 pour l'année à venir. Ce bill tend à accorder au gouvernement le pouvoir de répartir le combustible en cas de pénurie pour que personne n'en manque. Comme l'a dit le député de Saskatoon-Biggar, il ne résoudra pas nos problèmes d'énergie, mais ne fera qu'étendre la pénurie.

Comment se fait-il que nous puissions connaître des pénuries? Pour le savoir, il suffit de remonter quelques années en arrière, à 1961; le gouvernement conservateur de l'époque a alors instauré sa politique pétrolière qui divisait le pays en deux régions. Ceux qui vivaient à l'est de la vallée de l'Outaouais dépendraient du pétrole importé et ceux qui vivaient à l'ouest de la vallée de l'Outaouais s'approvisionneraient à même le pétrole de l'Alberta et de la Saskatchewan. Il y a possibilité de pénuries en 1974 parce qu'au cours des années, les gouvernements conservateurs

#### *Loi d'urgence sur les approvisionnements d'énergie*

et libéraux ont maintenu cette politique. Si nous avions un pipe-line pour transporter le pétrole de l'Ouest sur le marché de l'Est du Canada, nous ne ferions pas face à ce problème. Nous n'aurions pas à redouter des pénuries éventuelles. Nous n'aurions pas non plus le problème des prix plus élevés auquel fait face le consommateur de l'Est, et, si le ministre des Finances (M. Turner) réussit à imposer sa volonté, des prix également plus élevés pour le consommateur de l'Ouest

● (1530)

Je sais qu'à l'heure actuelle, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) ainsi que le cabinet étudient la question du prolongement du pipe-line de l'Ouest jusque dans l'Est du Canada. Je crois comprendre que le trajet entre Sarnia et Montréal semble être préféré à l'heure actuelle, car il pourrait être terminé d'ici deux ans, tandis que le parcours entièrement canadien exigerait beaucoup plus de temps. Si on prolonge le pipe-line par Sarnia afin d'acheminer le pétrole dans l'Est du Canada le plus tôt possible, je voudrais rappeler au ministre qu'en raison de sa capacité, ce pipe-line ne pourra répondre qu'à environ un quart ou un tiers des besoins de l'Est du Canada.

Si on procède de la sorte pour des raisons de temps et si nous nous inquiétons vraiment de notre autonomie et de la sécurité des approvisionnements, nous devrions aménager en même temps, par étapes, un parcours entièrement canadien. Le premier tronçon pourrait être construit de Sault-Sainte-Marie à Montréal. Un autre de Winnipeg à Thunder Bay. Durant la saison de navigation, les pétroliers des Grands lacs pourraient être utilisés pour transporter le pétrole de Thunder Bay à Montréal pour être entreposé, tandis que la construction du parcours se poursuivrait sur la rive nord du lac Supérieur. Si le parcours est totalement canadien, en plus du pipe-line de Sarnia, nous pourrions être autonomes en matière de pétrole et non pas rançonnés par le Moyen-Orient et le Venezuela.

Cette autarcie exige que nous fassions un pas de plus. Le ministre ne s'est pas expliqué clairement à ce sujet. Pour être autonomes et pour payer notre pétrole à des prix canadiens, il faut commencer par réduire nos exportations vers les États-Unis à qui nous fournissons environ un million de barils par jour. L'est du Canada en importe près d'un million quotidiennement. Si nous voulons être autonomes, il faut réduire nos exportations et fixer des étapes permettant l'aboutissement de cette politique.

Il est essentiel que nous construisions un pipe-line canadien pour la sécurité de nos approvisionnements et notre autonomie. J'exhorte le ministre à étudier très sérieusement cette question. Si nous ne construisons pas de pipe-line nous ne résoudrons jamais nos problèmes d'approvisionnement et de prix. Nos besoins énergétiques et notre développement économique futurs exigent certes que nous devenions autonomes et indépendants des prix mondiaux.

Ce bill ne constitue qu'une mesure à court terme. Lorsqu'il entrera en vigueur il ne durera que deux ans. Il est surtout conçu pour faire face à des situations de crise. Le parti conservateur s'est opposé dès le début au bill, d'abord en déclarant qu'il ne prévoyait aucune pénurie; après s'être trouvé embarrassé devant des chiffres fournis par différents fonctionnaires et les compagnies pétrolières, il prétend maintenant que le bill confère des pouvoirs trop étendus au gouvernement et qu'il doit donc s'y opposer.

Si ce bill tendant à parer à une urgence éventuelle n'existait pas, quelle solution offrirait les conservateurs? Ils n'ont toujours pas dit comment ils mettraient fin